

Russie/Ingouchie : menaces pesant sur les proches de personnes soupçonnées de terrorisme (persécution d'Etat, vendetta)

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, 24 mai 2018

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Versions

Allemande et française

COPYRIGHT

© 2018 Organisation suisse d'aide aux réfugiés O(SAR), Berne
Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Table des matières

1	Introduction.....	4
2	Mesures de l'État contre les personnes soupçonnées de terrorisme	4
2.1	Violence dans le Caucase du Nord	4
2.2	La législation russe antiterrorisme et anti-extrémisme.....	5
2.3	Manque d'indépendance de la justice, impunité des forces de sécurité et torture	6
2.3.1	Recours à la torture dans le Caucase du Nord	6
2.3.2	Fausse preuves et recours à la torture en Ingouchie	6
2.3.3	Peines d'emprisonnement élevées à l'encontre de personnes soupçonnées de terrorisme en Ingouchie	7
2.4	Opérations antiterroristes	7
2.4.1	Opérations antiterroristes dans le Caucase du Nord	8
2.4.2	Opérations antiterroristes en Ingouchie	8
3	Mesures à l'encontre des parent-e-s de personnes soupçonnées de terrorisme en Ingouchie.....	9
3.1	En Ingouchie	9
3.2	En dehors de l'Ingouchie, en Russie.....	10
4	Vendetta contre les parents de personnes soupçonnées de terrorisme	11
5	Sources	13

Le présent rapport se fonde sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'OSAR. Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes:

1. Quelles menaces pèsent sur une personne visée par les autorités ingouches et par le service de renseignement intérieur russe *Federalnaja sluschba besopasnosti Rossijskoi Federazii* (FSB) en raison de sa parenté avec une personne soupçonnée de terrorisme islamiste radical ?
2. Y a-t-il des raisons de penser que des personnes visées en Ingouchie par les autorités ingouches et par le FSB en raison de leur parenté avec une personne soupçonnée de terrorisme islamiste radical soient également menacées en Russie en dehors de la République ingouche (par exemple, à Moscou) ?
3. Y a-t-il des raisons de penser que des personnes parentes de terroristes islamistes radicaux présumés en Ingouchie pourraient être victimes de vendetta? Dans quelle mesure sont-elles menacées? Sont-elles également menacées en dehors de la République d'Ingouchie (par exemple à Moscou) ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 Mesures de l'État contre les personnes soupçonnées de terrorisme

2.1 Violence dans le Caucase du Nord

Violence dans le Caucase du Nord. Le *US Department of State* (USDOS) a signalé en avril 2018 que la violence dans les républiques du Caucase du Nord s'est poursuivie en 2017. Selon USDOS, cette violence découle principalement d'activités menées par des mouvements djihadistes, de conflits interethniques, de vendettas interpersonnelles ou interclaniques, ainsi que du zèle des forces de sécurité. La *Jamestown Foundation* a rapporté en mars 2018 que, depuis 2014, le conflit dans le Caucase du Nord avait ralenti et faisait moins les manchettes. Néanmoins, selon cette même source, les attaques de groupes islamistes armés et les opérations antiterroristes se sont poursuivies en 2017. Toutefois, le nombre de morts qui en a résulté diffère considérablement d'une république à l'autre dans le Caucase du Nord. Au Daghestan et en Kabardino-Balkarie, par exemple, le nombre de victimes dues à des incidents a nettement diminué en 2017, alors que la Tchétchénie a enregistré une forte augmentation. Dans certaines régions auparavant plus pacifiques, des incidents violents et des opérations antiterroristes ont également été enregistrés.

2.2 La législation russe antiterrorisme et anti-extrémisme

En Russie, les lois étendues contre le terrorisme et l'extrémisme sont utilisées contre des individus et organisations pacifiques et contre des membres de certaines religions.

Dans son rapport sur le terrorisme du 19 juillet 2017, le *US Department of State* déclare que la Russie dispose de lois antiterrorisme complètes en vertu du Code pénal et d'autres lois fédérales. Cependant, selon cette même source, les lois anti-extrémisme sont utilisées pour réprimer des individus et organisations pacifiques (USDOS, 2017). Selon une estimation de la *US Commission on International Religious Freedom* (USCIRF, 2018), les définitions vagues et problématiques de la notion d'extrémisme inscrites dans les lois russes offrent aux autorités russes la possibilité de prendre des mesures contre les adeptes de certaines religions. Selon USCIRF, les musulman-e-s représentaient ainsi typiquement la cible principale de la politique anti-extrémisme russe. Dans le rapport de l'USCIRF de 2017, il est indiqué que des musulman-e-s innocents sont accusés « de terrorisme » et « d'extrémisme » et sont poursuivis.

Renforcement de la législation pour réprimer les dissident-e-s religieux. Selon USCIRF (2018), une tendance est clairement visible depuis 2012, à savoir que la législation russe est modifiée de telle manière que les dissident-e-s religieux sont réprimés. Les organisations russes de défense des droits civils et des droits humains ainsi que de nombreuses institutions internationales ont, selon cette même source, exprimé leur inquiétude quant à l'incompatibilité des lois russes avec l'esprit d'une législation démocratique et critiqué les conséquences de leur application.

Radio Free Europe a rapporté en décembre 2017 que les sanctions pour le recrutement et le financement d'extrémistes et pour la « diffusion de propagande terroriste » avaient été durcies. La réclusion à perpétuité pour avoir recruté et financé des extrémistes est désormais possible. Le site officiel du Président de la Russie (*President of Russia*, 2017) indique concernant ces durcissements qu'une personne qui influence une autre personne, la recrute ou la pousse à commettre un acte terroriste est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison. Si la personne exerce une fonction officielle, une peine d'emprisonnement à perpétuité peut être imposée. Selon cette même source, une personne qui finance, influence, recrute ou persuade une personne de se livrer à une « activité terroriste internationale » peut être condamnée à 20 ans d'emprisonnement. Diverses sources (renseignement fourni par e-mail le 21 mai 2018 par une *personne de contact* ; Memorial, 2017) rapportent en outre que la promotion ou la participation à des activités d'organisations « terroristes » peut entraîner des peines de prison de longue durée voire des peines de réclusion à perpétuité.

En 2016, la législation antiterroriste et anti-extrémisme a été renforcée et les autorités ont reçu des compétences encore plus étendues (USDOS, 2017). Les entreprises de télécommunications doivent désormais conserver pendant six mois toutes les données électroniques et toutes les données de télécommunications, y compris les appels téléphoniques, les messages texte, les images et les vidéos et les fournir aux services de sécurité si ceux-ci en font la demande (USDOS, 2018). En outre, toute personne qui ne signale pas un délit en lien avec le « terrorisme » ou qui justifie le « terrorisme » sur les réseaux sociaux (USDOS, 2017) sera désormais punie.

USCIRF (2018) souligne que la législation anti-terroriste a été complétée par les articles 282.1 et 282.2 en 2014 déjà. Depuis lors, une personne est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six ans si elle recrute, incite ou implique d'autres personnes dans les activités d'une organisation ou communauté extrémiste (« *inducing, recruiting or otherwise involving a person in the activities of an extremist organization or community* »). Selon des estimations d'USCIRF (2018), ces termes très généraux criminalisent également les personnes qui n'appartiennent pas elles-mêmes à ces organisations ou communautés. Ainsi, selon USCIRF (2018), ce que comprend la notion « d'incitation à la participation » (« *induce to participate* ») n'est pas clair pour les personnes qui ne sont pas membres d'une telle organisation ou communauté.

2.3 Manque d'indépendance de la justice, impunité des forces de sécurité et torture

Manque d'indépendance de la justice russe, procédures politiques pour « terrorisme » et « extrémisme ». USDOS (2018) souligne que le droit prévu par la loi à un procès équitable et public est compromis en raison de l'influence du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire et de la corruption au sein des autorités judiciaires. En outre, selon cette même source, les droits des personnes accusées ne sont pas toujours respectés et des informations crédibles indiquent que des personnes sont détenues et poursuivies pour des raisons politiques. Celles-ci sont souvent accusées de terrorisme, d'extrémisme, de séparatisme et d'espionnage. USDOS (2018) indique qu'elles sont par ailleurs soumises à des conditions de détention et à des mesures punitives particulièrement strictes, telles que l'isolement cellulaire ou le séjour forcé dans des services psychiatriques.

Arrestations arbitraires et impunité des forces de sécurité. Selon USDOS (2018), les autorités russes procèdent à des arrestations et détentions arbitraires dans tout le pays et ce, sans craindre la moindre sanction. Les pratiques abusives des autorités judiciaires ne font généralement pas l'objet d'enquêtes de la part du gouvernement et l'impunité pour de telles pratiques est largement répandue, ajoute USDOS (2018).

Fausses preuves. Selon les indications d'USCIRF (2017), en Russie, des musulman-e-s innocent-e-s font l'objet de poursuites sur la base d'allégations fictives de terrorisme et d'extrémisme.

2.3.1 Recours à la torture dans le Caucase du Nord

Torture en détention contre des membres de groupes armés et des civil-e-s. USDOS (2018) indique que, selon des rapports, les forces militaires et policières du Caucase du Nord maltraitent et torturent des membres de groupes armés ainsi que des civil-e-s dans les centres de détention.

2.3.2 Fausses preuves et recours à la torture en Ingouchie

Fausses preuves. Diverses sources indiquent que, en Ingouchie également, il arrive que les autorités judiciaires produisent de fausses preuves contre des personnes accusées (*Caucasian Knot*, décembre 2017a et juillet 2016).

Torture et violence physique en Ingouchie. De nombreuses sources indiquent que les forces de sécurité en Ingouchie torturent actuellement et depuis quelques années des personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec des groupes armés ainsi que d'autres personnes en détention (renseignement fourni par mail le 20 mai 2018 par une *personne de contact menant des recherches sur les conflits armés dans le Caucase du Nord* ; *Caucasian Knot*, mai 2018, février 2018, décembre 2017a, août 2017, juillet 2016 ; *Open Democracy Russie*, 2017 ; RFE/RL, mars 2017). En outre, de nombreux éléments indiquent que des personnes accusées sont contraintes aux aveux par la torture (informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A¹ qui travaille pour une organisation russe renommée de défense des droits humains* ; *Caucasian Knot*, février 2018, août 2017, juillet 2016). En mai 2018, dans une affaire qui a attiré l'attention des médias, sept employés du « Centre E » (*Ingushetia's Centre for Combating Extremism*), un centre de détention antiterroriste ingouche notoire, ont été condamnés pour meurtre et torture multiple (*Caucasian Knot*, mai 2018). Selon un militant des droits humains interrogé par *Open Democracy Russia* (2017), d'une part, l'affaire montre que les autorités ingouches torturent en toute impunité depuis des années et que cela ne peut avoir lieu sans la connaissance et la protection des dirigeants régionaux. D'autre part, la condamnation des tortionnaires dans l'affaire mentionnée apparaît très sélective : Alisher Borotov, alors *Republic's Deputy Head of Police*, était également présent pendant la torture et n'a pas été inculpé. Au lieu de cela, il a été promu *Acting Chief of Police* en Ingouchie et donc adjoint (*Deputy*) du ministre de l'Intérieur ingouche Dmitry Kava. Selon les renseignements fournis par mail à l'OSAR le 20 mai 2018 par une *personne de contact menant des recherches sur les conflits armés dans le Caucase du Nord*, des personnes continuent d'être torturées en Ingouchie même après les condamnations prononcées dans cette affaire contre les tortionnaires d'Etat.

2.3.3 Peines d'emprisonnement élevées à l'encontre de personnes soupçonnées de terrorisme en Ingouchie

Lourdes peines de prison pour les membres et sympathisant-e-s présumé-e-s de groupes armés islamistes en Ingouchie. Plusieurs articles de *Caucasian Knot* (février 2018 ; août 2017) suggèrent que les membres et sympathisant-e-s présumé-e-s de groupes d'opposition armés en Ingouchie risquent de lourdes peines de prison. En février 2018, neuf Ingouches ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 19 ans de prison pour avoir soutenu ou adhéré à un groupe appelé « *Ordjonikidze Jamaat* ». *Caucasian Knot* (août 2017) rapporte un autre cas dans lequel sept Ingouches ont été condamnés à de longues peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour des liens avec les « groupes clandestins armés » (« *armed underground* »).

2.4 Opérations antiterroristes

Le FSB et le ministère de l'Intérieur responsables des activités antiterroristes. Selon des indications de l'USDOS (2018, 2017), le service de renseignement national FSB (*Federalnaja sluschba besopasnosti Rossijskoi Federazii*) est le responsable principal des activités contre le terrorisme national. En outre, le ministère de l'Intérieur (MWD) et la Garde nationale,

¹ Les personnes de contact A,B et C ont été interrogées par une personne de contact de l'OSAR en avril et en mai 2018 par e-mail ou par un service de messagerie instantanée.

nouvellement créée en 2016 à partir de troupes du ministère de l'Intérieur, jouent également un rôle dans les activités antiterroristes (USDOS, 2017).

Le président russe favorable à l'assassinat d'extrémistes. En décembre 2017, le président russe Poutine a publiquement préconisé que les extrémistes en Russie soient « tués immédiatement » en cas de danger pour les forces de police (RFE/RL, décembre 2017 ; *Russia Today*, 2017).

2.4.1 Opérations antiterroristes dans le Caucase du Nord

Opérations antiterroristes, rapports de violence sans discernement, personnes disparues, impunité. Selon USDOS (2018), le conflit dans le Caucase du Nord entraîne de nombreuses violations des droits humains. Il s'agit notamment de meurtres, de tortures, d'abus physiques, d'enlèvements à des fins politiques et d'une désintégration générale de l'État de droit. En ce qui concerne les opérations antiterroristes dans le Caucase du Nord, USDOS (2018) se réfère à des rapports selon lesquels les forces de sécurité de l'État continuent d'utiliser la force sans discernement, ce qui entraîne de nombreux morts et disparus. USDOS ajoute que les autorités ne mènent pas d'enquêtes pénales contre les auteurs de tels actes.

2.4.2 Opérations antiterroristes en Ingouchie

Multiplication des incidents violents et des opérations antiterroristes en Ingouchie en 2017. Selon la *Jamestown Foundation* (2018), le nombre de morts en Ingouchie a augmenté de 26 pourcents en 2017 par rapport à l'année précédente. En outre, dix incidents violents ont été documentés en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016. Un article paru dans le *Central Asia-Caucasia Analyst* (CACI) d'octobre 2017 souligne également une augmentation en 2017 des activités armées et des opérations anti-terroristes en Ingouchie. Pourtant, durant les sept années précédentes, une diminution du nombre d'incidents avait été observée. Si le président ingouche Yunus-Bek Evkurov a annoncé en avril 2018 « l'élimination des foyers d'extrémisme » en Ingouchie, *Caucasian Knot* reste toutefois sceptique au vu du nombre de morts et d'incidents en 2017 (*Caucasian Knot*, avril 2018).

Meurtres au cours d'opérations antiterroristes en Ingouchie. Diverses sources (*Jamestown Foundation*, 2018 ; *Rossija 24*, 2018 ; CACI, 2017 ; RFE/RL, mars 2017) indiquent que, actuellement encore, des personnes soupçonnées de terrorisme sont tuées par les forces de sécurité lors d'opérations antiterroristes en Ingouchie.

3 Mesures à l'encontre des parent-e-s de personnes soupçonnées de terrorisme en Ingouchie

3.1 En Ingouchie

Mesures prises par les autorités en Ingouchie à l'encontre des proches de personnes soupçonnées de terrorisme. Selon des renseignements fournis par diverses sources (informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains* ; informations fournies le 12 mai 2018 par une *personne de contact C travaillant dans le secteur des médias d'investigation en Russie*), une personne dont des proches ou des parents ont participé à des activités de groupes armés illégaux encourt un risque élevé d'être visée par le ministère russe de l'Intérieur (MWD) et le Service national du renseignement (FSB) en Ingouchie. Selon les deux personnes de contact susmentionnées, les parent-e-s risquent ainsi d'être arrêtés et poursuivis. De l'avis de la *personne de contact A*, les risques sont particulièrement élevés lorsque les autorités ingouches ont connaissance du lieu de résidence des parent-e-s concerné-e-s. Il arrive en outre que les autorités fassent usage de la torture pour contraindre les parent-e-s de passer aux aveux, les personnes torturées confirmant, par exemple, le soutien d'une personne suspectée de terrorisme. Selon la *personne de contact A*, un tel soutien constitue déjà une infraction pénale.

D'après le courrier électronique du 20 mai 2018 d'une *personne de contact menant des recherches sur les conflits armés dans le Caucase du Nord*, il existe des preuves selon lesquelles les autorités ingouches ont déjà engagé des poursuites contre des parent-e-s de membres présumés de groupes armés islamistes. Parmi ces parent-e-s figurent également des familles de personnes parties à l'étranger après avoir rejoint « l'État islamique » autoproclamé. Selon les estimations de la *personne de contact menant des recherches sur les conflits armés dans le Caucase du Nord*, l'intérêt des autorités pour les membres de la famille varie d'un cas individuel à l'autre. Certains membres de la famille sont ainsi davantage soupçonnés par les autorités que d'autres. La personne de contact a également connaissance d'enquêtes menées par les autorités à l'encontre de plusieurs femmes parentes de membres de « l'État islamique » autoproclamé récemment rentrés en Ingouchie du Moyen-Orient. Dans certains de ces cas, datant de 2017, des femmes ont également été condamnées. Toutefois, selon des indications fournies le 23 avril 2018 par la *personne de contact B travaillant pour une organisation russe de défense des droits humains axée sur le Caucase du Nord*, aucune poursuite pénale de la part des autorités ingouches ou du FSB n'est à craindre sur la seule base d'une parenté avec une personne soupçonnée de terrorisme.

Nombreux cas de persécutions réfléchies en Tchétchénie. Selon la *personne de contact B*, dans la république voisine de Tchétchénie en revanche, il existe de nombreux exemples récents de personnes ayant subi des poursuites et des menaces en raison de leur seule parenté. Cependant, selon cette même source, les autorités ont souvent visé les personnes qui ont tenté d'enquêter sur les actions des autorités à l'encontre du proche ou parent soupçonné de terrorisme.

3.2 En dehors de l'Ingouchie, en Russie

Estimations concernant le risque d'être arrêté ou de faire l'objet de poursuites. Il existe des estimations divergentes concernant le risque de faire l'objet de poursuites sur la base de la parenté : si deux personnes de contact estiment que les parent-e-s de personnes soupçonnées de terrorisme courent un risque élevé d'être arrêtées et poursuivies, une troisième personne de contact indique que la parenté ne suffit généralement pas à elle seule à entraîner des poursuites. Selon les informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains*, les autorités russes sont en mesure de savoir, même en cas de changement de résidence d'une personne en Russie, si ses parent-e-s ou proches sont actifs au sein d'un groupe armé illégal ou sont soupçonnés de l'être. Selon cette même source, les autorités obtiennent ces informations dès qu'une personne s'inscrit dans un nouveau lieu de résidence. Les personnes qui ne procèdent pas à cet enregistrement ne peuvent officiellement pas travailler, étudier, bénéficier d'une aide médicale ou obtenir de nouveaux documents officiels. Il existe donc un risque élevé d'être arrêté par les autorités russes (MWD, FSB) pour toute personne concernée, même en cas de changement de résidence. Selon les évaluations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains*, tant la police ingouche que le FSB s'en prennent aux personnes concernées dans d'autres régions de la Fédération de Russie. Selon la *personne de contact A*, les parents appartiennent à un groupe particulièrement vulnérable. Selon la *personne de contact C travaillant dans le secteur des médias d'investigation en Russie* (12 mai 2018), les parents de personnes soupçonnées de terrorisme courent un risque élevé dans toutes les régions de la Russie d'être arrêtées et poursuivies par le MWD et le FSB. Selon les estimations de la *personne de contact B travaillant pour une organisation russe de défense des droits humains axée sur le Caucase du Nord*, outre les relations familiales, des preuves attestant que ces personnes ont elles-mêmes soutenu un groupe armé illégal sont toutefois nécessaires. Selon les estimations de la *personne de contact B*, la parenté avec une personne soupçonnée de terrorisme n'est généralement pas suffisante en soi pour donner lieu à des poursuites.

Cas en Tchétchénie où des proches ont fait l'objet de poursuites en dehors de la république. Une autre *personne de contact B travaillant pour une organisation russe de défense des droits humains axée sur le Caucase du Nord* a indiqué le 23 avril avoir connaissance d'un cas dans lequel des parents d'une personne soupçonnée de terrorisme en Tchétchénie ont été poursuivies dans d'autres régions de Russie. Les parents du « terroriste » présumé ont, après avoir été poursuivis pénalement, pris contact avec l'organisation de la *personne de contact B*. Les parents étaient également originaires de Tchétchénie. La poursuite dans cette affaire reposait non seulement sur la parenté des personnes concernées avec le terroriste présumé, mais aussi sur le rôle actif qu'elles avaient joué dans l'enquête sur la mort inexpliquée du terroriste présumé.

4 Vendetta contre les parents de personnes soupçonnées de terrorisme

Tradition de la vendetta en Ingouchie et en Tchétchénie. Selon *Caucasian Knot* (décembre 2017b), la vendetta est une pratique qui s'est développée dans les systèmes sociaux des clans comme un procédé universel de défense de l'honneur, de la dignité et de la propriété d'un clan. Cette pratique veut que, pour venger le meurtre d'un de leurs parent-e-s, les personnes s'en prennent au meurtrier ou à ses parent-e-s. Parmi les nations dites du « Vainakh » (Ingouches et Tchétchènes), la pratique de la vendetta est définie par certaines règles traditionnelles (appelées « adats »). La vendetta n'est pas limitée dans le temps. Dans certains cas, une vendetta n'a été perpétrée qu'après 50 ou 100 ans. Néanmoins, selon *Caucasian Knot* (décembre 2017b), l'opinion selon laquelle il est préférable de commettre la vendetta rapidement est largement répandue.

Passage dans la pratique de la vendetta à une sorte de « justice du lynchage ». Selon les indications fournies par *Johanna Nichols, professeure de slavistique et experte sur le Caucase*, à ACCORD (octobre 2010), une vendetta n'est traditionnellement pas prononcée par l'individu lésé mais par le clan lésé, notamment par les anciens. Par le passé, selon cette même source, l'existence de familles et de clans disposés à exercer la vendetta avait un effet dissuasif sur la violence. Aujourd'hui, cela ne fonctionne plus ainsi. Il est ainsi imaginable, selon *Johanna Nichols*, que la vendetta puisse maintenant aussi être exercée par des personnes lésées ou offensées sans l'avis des anciens. *Jan Köhler de la Osteuropa-Institut der Freien Universität Berlin et auteur de plusieurs publications sur la région du Caucase* a déclaré à ACCORD (octobre 2010) que les décisions de vendetta ne reposaient pas sur un faisceau de preuves au sens strict. Le facteur décisif est le dommage subi et non pas l'intention d'un individu de le causer. Les dommages doivent cependant pouvoir être attribués à une partie d'un clan (appelé « teip ») capable d'exercer la vengeance. L'existence de preuves est moins importante que les témoignages garantis par la damnation personnelle du témoin en cas de fausses déclarations. Fondamentalement, il faut tenir compte du fait que les règles de la vendetta ont été continuellement modifiées (ACCORD, octobre 2010). Selon *Naima Neflyasheva, chercheuse sur le Caucase*, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, la vendetta est passée d'une tradition faite de logique et d'autorégulation à une sorte de « justice du lynchage » (*Caucasian Knot*, décembre 2017b).

Diffusion de la vendetta dans le Caucase du Nord. Selon des données fournies par USDOS (2018), la vendetta interpersonnelle et interclanique dans le Caucase du Nord est responsable d'une partie de la violence. Un article de *Caucasian Knot* (décembre 2017b) souligne que la vendetta est actuellement encore utilisée comme mécanisme social dans le Caucase du Nord et que, après avoir été réprimée durant l'ère soviétique, elle est de plus en plus pratiquée.

Diffusion de la vendetta en Ingouchie. Diverses sources (*Caucasian Knot*, janvier 2018 ; décembre 2017b ; septembre 2017) indiquent que la vendetta est aujourd'hui encore exercée en Ingouchie.

Menaces pesant sur les parent-e-s ingouches de personnes soupçonnées de terrorisme en raison de la vendetta en Ingouchie et dans toutes les régions de la Russie. Selon

diverses sources (informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains* ; informations fournies le 12 mai 2018 par une *personne de contact C travaillant dans le secteur des médias d'investigation en Russie*), les parent-e-s ingouches de terroristes présumé-e-s ont des raisons de craindre, tant en Ingouchie que dans d'autres régions de Russie, de subir une future vendetta. Cela peut par exemple se produire si la personne soupçonnée de terrorisme a tué une personne et que les parent-e-s de celle-ci cherchent alors à se venger par le sang. Selon ces mêmes sources, les parent-e-s de personnes soupçonnées de terrorisme sont menacés d'être tués par vendetta. Selon un article de *Caucasian Knot* (décembre 2017b), le président ingouche Yunus-Bek Evkurov a mentionné dans une interview accordée à *Caucasian Knot* qu'il était au courant de cas de vendetta à l'encontre de parents de membres de groupes clandestins armés (« armed underground »). Des articles de *Caucasian Knot* de janvier 2018 à septembre 2017 indiquent que le risque de vendetta peut exister aujourd'hui aussi en Ingouchie. Ainsi, le 15 janvier 2018, une personne ingouche a été tuée à Plievo. Selon les données des forces de sécurité, il se peut que l'acte ait été commis par vendetta de la part de proches d'un policier tué. La victime du meurtre avait pris part à une altercation armée en juillet 2016 au cours de laquelle le policier avait été tué (*Caucasian Knot*, janvier 2018). Dans un autre cas de septembre 2017, des inconnu-e-s auraient tiré sur une maison privée. Dans la maison au moment des tirs, le père du dirigeant d'un groupe armé islamiste de Malgobek, qui avait été tué dans une opération antiterroriste, est resté indemne. Selon l'article de *Caucasian Knot* (septembre 2017), le ministère de l'Intérieur a déclaré que l'acte avait été commis par vendetta.

Les risques varient selon les cas. Le 23 avril 2018, la *personne de contact B travaillant pour une organisation russe de défense des droits humains axée sur le Caucase du Nord*, a déclaré à l'OSAR, se référant à des informations fournies par des militant-e-s des droits humains en Ingouchie, que des informations précises au cas par cas sont nécessaires pour évaluer le risque d'une vendetta. Par exemple, il faut savoir qui est mort et quelle était l'influence du clan (« *teip* » ou « *taipa* ») de la personne tuée.

Protection contre la vendetta en Ingouchie. Selon des estimations provenant de diverses sources (informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains* ; informations fournies le 12 mai 2018 par une *personne de contact C travaillant dans le secteur des médias d'investigation en Russie*), les autorités ingouches ne peuvent protéger suffisamment contre les risques de vendetta les parent-e-s ingouches de terroristes présumé-e-s. Il existe certes en Ingouchie des commissions dites de réconciliation dont l'objectif est de résoudre les conflits susceptibles d'escalader en vendetta (*Caucasian Knot*, 2017b). Néanmoins, malgré l'existence de ces commissions, il semble que des actes de vendetta continuent d'être commis (*Caucasian Knot*, janvier 2018, décembre 2017b, septembre 2017). Selon un rapport d'ACCORD (juillet 2010), qui date d'un certain temps, le président ingouche a déclaré que, bien que la tradition de la vendetta viole la loi, il n'est pas encore temps d'y mettre un terme par des moyens légaux, cette pratique pouvant constituer un facteur de stabilisation pour la région.

Protection contre la vendetta en Russie en dehors de l'Ingouchie. D'après des données provenant de diverses sources (informations fournies le 25 avril 2018 par une *personne de contact A travaillant pour une organisation russe renommée de défense des droits humains* ; informations fournies le 12 mai 2018 par une *personne de contact C travaillant dans le secteur*

des médias d'investigation en Russie), les autorités russes ne sont pas non plus en mesure, en dehors de l'Ingouchie dans les autres régions de Russie, de protéger adéquatement contre la vendetta les personnes ingouches parentes de terroristes présumé-e-s.

5 Sources

ACCORD, octobre 2010:

«Tschetschenien / Ingouchetien / Dagestan: Ist es zum Ausspruch der Blutrache notwendig, dass den Verursacher des Todes einer Person daran auch ein nachweisbares Verschulden trifft?»

In einer Email-Auskunft vom 18. Oktober 2010 schreibt Dr. Jan Köhler vom Osteuropa-Institut der Freien Universität Berlin und Autor mehrerer Publikationen über die Kaukasus-Region Folgendes zu den Regeln der Blutrache: „[M]eine Arbeiten über Blutrache im Kaukasus datieren zurück in die 1990er Jahre. Ich habe hauptsächlich über Blutrache in Georgien, genau[er] in Svanetien und Khevsuretien gearbeitet. Die Regeln in Khevsuretien waren dabei traditionell kompatibel mit den Regeln im angrenzenden vainakhischen (chechenischen) Siedlungsgebiet.

Meine kurze Einschätzung zu Ihrer Frage unter oben genannten Vorbehalten ist folgende: Eine Beweisführung im engeren Sinne gibt es nicht. Entscheidend ist der Schaden, der entstanden ist, nicht die Absicht und nicht einmal das Individuum, das den Schaden verursacht hat. Der Schaden muss allerdings dem rachefähigen Segment eines anderen Clans zugeordnet werden können. Dafür sind Sachbeweise weniger wichtig als Zeugen oder Schwüre verbunden mit Selbstverfluchungen im Falle der Falschaussage. Möglich ist auch der Stellvertreterschwur (wenn die verdächtige Person als unglaubwürdig oder unehrenhaft gilt, kann eine geachtete verwandte Person aus der Vaterlinie von der geschädigten Partei stellvertretend zum Schwur aufgefordert werden). Grundsätzlich ist immer zu berücksichtigen, dass das Regelwerk der Blutrache immer wieder verändert wurde – gerade auch in den letzten 20 Jahren – und die Politik oder Praxis der Blutrache sich von den normativen Regeln mitunter erheblich unterscheidet.(...)

*In einer Email-Auskunft vom 21. Oktober 2010 von Johanna Nichols, Professorin für Slawistik und Expertin zum Kaukasus der University of California, Berkeley, wird erklärt, dass **eine Blutrache traditionell nicht von der geschädigten Einzelperson, sondern von dem geschädigten Klan und insbesondere dessen Ältesten ausgesprochen werde. Dabei würden Beweise eine Rolle spielen. Sicherlich könnten jedoch auch gekränkte Einzelpersonen Rache ausüben und würden dies wohl auch schon getan haben, und dabei die Ältesten eines Klans beeinflussen können.** Im Prinzip sei es jedoch so, dass die Ausführung von Rache durch eine Einzelperson, ohne die Überlegungen der Ältesten, bisher nicht Rache sondern einen Mord dargestellt hätte, der die andere Familie zu Rachehandlungen berechtigt hätte (wohingegen eine regulierte Blutrache wie eine Todesstrafe gewesen wäre und die Angelegenheit beendet hätte, ohne dass es zu weiteren Vergeltungshandlungen komme. Prof. Nichols sei berichtet worden, dass bestimmte Beleidigungen derart erniedrigend für die betroffene Person und ihre Familie bzw. Klan seien, dass sie das „Ziehen des Messers an Ort und Stelle“ zur Folge gehabt hätten, was stets bedeutet habe, dass man vorhabe, bis zum Tod zu kämpfen. Prof. Nichols erklärt, es sei ihr nicht bekannt, dass hierfür neben der betroffenen, beleidigten Person noch weitere Zeugen notwendig gewesen seien. Die traditionelle soziale Struktur mit ihren starken Familien- und Klanverbindungen sei beginnend in den Jahren von 1944 bis 1956 durch die Deportation der Kaukasier auseinandergebrochen und während der jüngsten Kriege*

und gewaltsamen Auseinandersetzungen weiter geschwächt worden. **Früher sei es so gewesen, dass die Existenz der Familien und Klans mit der Bereitschaft, das Recht auszuführen und Blutrache auszuüben, als ein Abschreckungsmittel gegen Gewalt gewirkt hätte. Heute funktioniere dies nicht mehr so, und es sei wohl vorstellbar, dass Rache nun auch von gekränkten Einzelpersonen ohne Beratung durch Älteste ausgeführt werden könne:**(...).

In einem älteren Artikel vom September 2003 schreibt die auf Berichterstattung zum Nordkaukasus spezialisierte Nichtregierungsorganisation Prague Watchdog, dass die Zahl der Blutfehden in Tschetschenien in den letzten zwei Jahrzehnten stark angestiegen sei. In früheren Jahren sei es nicht weniger ehrenhaft gewesen, seinem Gegner zu verzeihen als Rache an ihm auszuüben. **Heutzutage seien nur sehr wenige Leute bereit zu vergeben. Sobald eine Person in einem Streit getötet werde und der Täter bekannt sei und wenn die Fakten des Streites gegen den Täter sprechen würden, würden die Mitglieder eines neutralen Teip (Klan) zur Familie des Täters gehen und ihr erklären, dass Blutrache ausgerufen worden sei. Ursprünglich sei nur an derjenigen Person Blutrache geübt worden, die den Tod eines Verwandten verursacht hätte. Ab Mitte des 19. Jahrhunderts habe sich diese Regel geändert, und seitdem liege es in der Entscheidungsgewalt der verletzten Partei zu entscheiden, welcher der nächsten männlichen Verwandten des Täters im Zuge einer Rache getötet werden solle. Blutfehden hätten keine zeitliche Begrenzung.**» Source: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), a-7409-2 (ACC-RUS-7409-2), 21 octobre 2010: www.ecoi.net/de/dokument/1165179.html.

ACCORD, juillet 2010:

«Inguschetien

In einem Bericht des Menschenrechtskommissars des Europarates (Commissioner for Human Rights) vom November 2009 wird erwähnt, dass **Treffen zur Aussöhnung von Blutrachefehden unter der Schirmherrschaft des inguschetischen Präsidenten Jewkurow** stattgefunden hätten. Der Kommissar sei über 180 solcher Aussöhnungstreffen informiert worden (...). Nach einem Artikel der Informationsagentur Rosbalt vom Juli 2010 soll sich der **Präsident Inguschetiens** gegen die Blutrache ausgesprochen haben und dafür, dieser Tradition entgegenzuwirken. **Diese Tradition widerspreche dem Gesetz, so Jewkurow, doch sei der Moment noch nicht gekommen, da man ihr mit gesetzlichen Mitteln Einhalt gebieten könne, da die Blutrache noch immer einen stabilisierenden Faktor in der Region darstelle:** (...) Anfang Juli 2010 berichtet Rosbalt, dass die Summe für den Freikauf aus der Blutrache um das Fünffache gestiegen sei. Mufti Isa-chadschi Chamchoew, Oberhaupt der Muslime in Inguschetien, habe die Notwendigkeit der Erhöhung der Freikaufsumme mit der damit steigenden Verantwortlichkeit für das Handeln begründet. Da es schwerer werde, sich aus der Blutrache frei zu kaufen, sinke auch die Zahl der Unfälle und Morde in diesem Zusammenhang (...). *Caucasian Knot* schreibt im März 2009, dass in der Legislaturperiode unter dem Präsidenten Inguschetiens, Junus-Bek Jewkurow, eine Aussöhnungskommission in 19 Fällen eine Beilegung der Blutfehden habe erreichen können. Die Aussöhnungskommission sei angegliedert an das Spirituelle Zentrum der Muslime in Inguschetien. Die Vertreter der Kommission würden jeweils mit beiden Konfliktparteien kommunizieren und sie im Namen Allahs aufrufen, zur Beilegung des Konfliktes zuzustimmen. Im Fall einer Aussöhnung, sehe es die Prozedur vor, dass die Konfliktparteien in Begleitung muslimischer Geistlicher im Haus des jeweils Anderen einander umarmen und offiziell vergeben (...).» Source: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), a-7320 (ACC-RUS-7320), 28 juillet 2010: www.ecoi.net/de/dokument/1081937.html.

CACI, 2017:

« On August 23, for first time in over a year, local authorities performed a counter-terrorist operation in the North Caucasus republic of Ingushetia. Local sources report that security forces killed three suspected Islamist militants, including the head of a local militant jama'at (community) during the operation. The armed confrontation between local security forces and Islamist militants was the eighth such incident since the beginning of 2017. The Ingush insurgency has been in steep decline over the past seven years. Therefore, this unexpected rise in conflict-related violence in Ingushetia is a worrying trend for local authorities, which have previously declared repeatedly that the Islamist insurgency in the republic is no longer active. Ingush authorities introduced a counter-terrorist operation (CTO) regime in the Ingush village of Psedakh in Malgobek district on August 23, as Ingush security forces besieged three members of Malgobek jama'at in a house. Following an exchange of fire between militants and members of the security forces, a powerful explosion detonated from within the house destroyed the building, killing everyone inside. One of the deceased militants was identified as Bekhan Soltukhiyev, leader of the local Malgobek jama'at. Local law enforcement held Soltukhiyev responsible for organizing several attacks on Ingush security forces since the start of 2017, including the assassination of two members of the patrol police in April and firing a rocket-propelled grenade into Malgobek police headquarters in March. Inside the militants' house, authorities recovered a large amount of explosives, alongside an arsenal of small arms. They also discovered sophisticated bomb-making equipment in the basement of the destroyed building. According to Ingush sources quoted by the Caucasus Knot, militants were planning to conduct a number of terrorist attacks across Ingushetia. A tipoff from outside the village warned security forces about the location of the militants, which prompted a large-scale CTO. However, as acknowledged by the head of Ingushetia, Yunusbek Yevkurov in an interview to Interfax-Yug, village authorities must have known about the militants' activities and locals must have noted the presence of Islamists. However, the republic's security forces received no such information. Yevkurov called for an immediate investigation into the role of the local authorities in hosting militants in the village of Psedakh. Soon after the armed confrontation in Psedakh ended, the authorities lifted the CTO regime in the district. IMPLICATIONS: A village of about 5,500 residents, Psedakh has been a hotbed of the local insurgency in Ingushetia's Malgobek district since the Islamist insurgency spread from neighboring Chechnya in the early 2000s. After the Ingush insurgency weakened and gradually declined during the 2010s, Malgobek district remained relatively quiet. This year, however, the situation began to change. Since the start of 2017, eight conflict-related incidents have been reported in Malgobek district, resulting in nine deaths. Keeping in mind that all of these incidents have occurred since early spring, 2017, this year promises to be one of the deadliest in Ingushetia. Only 16 people died as a result from the Islamist insurgency in 2016, prompting local authorities to announce on several occasions that there were hardly any militants left in Ingushetia. Indeed, since the capture of the founding father of the Ingush insurgency, Amir Magas (Ali Taziyeu), in 2010, the Ingush Salafi militancy has been in decline. Security forces have effectively assassinated all insurgent leaders appointed after the imprisonment of Magas, while infiltration and desertions have weakened the Ingush Salafi resistance and limited its overall ability to sustain its activity. Unlike their Dagestani and Chechen comrades, Ingush militants lacked a central chain of command, which prevented them from pledging allegiance to the terrorist organization known as the Islamic State in Iraq and Syria (ISIS), as well as from effectively collaborating with Salafi militants from neighboring republics. While several ISIS-

related incidents and attacks have taken place in Dagestan and Chechnya since the rise of the caliphate in 2014, this has not been the case in Ingushetia. The outflow of Salafi youth to Syria further exacerbated the decline of the Ingush insurgency. As compared to Dagestani militants, Ingush jama'ats were rapidly losing the battle with pro-Russian security forces in the republic. This was evident from the decline in conflict-related casualties. For instance, the armed conflict claimed 21 fatalities in 2015 and 37 in 2014, as compared to 94 in 2013, 108 in 2012 and 167 in 2011. Aside from the events in August, the most recent CTO in Ingushetia took place in May 2016 in the capital, Nazran. There were no CTOs in 2015, and only one per year in 2014 and 2013 respectively. Compared with up to ten CTOs announced in Dagestan each year, Ingushetia seemed to become increasingly stable and peaceful. **The rise of militant activity in Ingushetia – as evidenced by the increased number of incidents and fatalities – appears to be a domestic phenomenon with little or no influence from outside the republic.** In contrast to earlier militant activity in neighboring Chechnya, which was inspired by ISIS online propaganda (see CACI Analyst 02/07/17), there is no evidence that Malgobek militants ever claimed to be part of the caliphate. Statements by Yevkurov as well as reports in local media suggest that the local population of Psedakh village supported the militants. With the exception of one slain member of Malgobek jama'at, who was a Chechen national, all other deceased militants were local residents, none of whom ever travelled to the Middle East. On the one hand, the domestic character of the insurgency should make it easier for the authorities to contain, perhaps by managing to coopt the local population and **to plant moles among insurgents, a strategy successfully implemented against previous waves of Ingush Islamists.** **On the other hand, the recent escalation of violence indicates that there is still a potential for local discontent and violent mobilization and that homegrown militant communities are far from extinct.»** Source: The Central Asia-Caucasia Analyst (CACI), Huseyn Aliyev, Homegrown Insurgency is on the Rise in Ingushetia, 11 octobre 2017: www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13475-homegrown-insurgency-is-on-the-rise-in-ingushetia.html.

Caucasian Knot, mai 2018:

«In Ingushetia, case of torture at police station brought to trial (...) In Ingushetia, **an investigation into the case against seven agents of the Centre for Combating Extremism (CCE) of the Ministry of Internal Affairs (MIA), accused of the murder of detainee Magomed Daliev and the torture of other residents of the republic, has been completed.** The greatest number of crimes is attributed to CCE's chief Timur Khamkoev. **Nine residents of Ingushetia and a citizen of Azerbaijan are recognized as victims in the case.** The first court session is scheduled for May 18.» Source: Caucasian Knot, Week in the Caucasus: review of main events of May 7-13, 2018, 14 mai 2018: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/43174/.

Caucasian Knot, avril 2018:

«Today, **Yunus-Bek Evkurov has announced that Ingushetia has managed to eliminate the hotbeds of extremism.** However, according to the calculations run by the "Caucasian Knot", **in 2017, the number of victims to the conflict in the republic increased by more than a quarter.** The leader of Ingushetia has voiced such a statement during the annual message to the members of the National Assembly. "By the level of crime reduction, the republic traditionally occupies the leading positions among the regions of the country. That fact indicates that Ingushetia is one of the safest regions in Russia. For example, the crime rate per 100,000 people was 334.3 (380.8) points. For Russia, the figure is four times higher, while for

*the North-Caucasian Federal District (NCFD), it is twice as high," said Yunus-Bek Evkurov as quoted by the today's report posted on the official website of the Republic of Ingushetia. **According to the calculations run by the "Caucasian Knot" based on the data of own correspondents and information from other open sources, in 2017, in Ingushetia, at least 24 people fell victim to the armed conflict. This is by 26% higher than in the previous year. The number of armed incidents increased two-fold in comparison with 2016, while the number of terror acts decreased by 75%.***» Source: Caucasian Knot, Ingush leader reports elimination of terrorism despite increase in number of victims, 9 avril 2018: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/42855/.

Caucasian Knot, février 2018:

*«Relatives of **nine residents of Ingushetia, sentenced to 5 to 19 years in prison within the case of the so-called "Ordjonikidze Jamaat"**, have treated the verdict as "lawlessness"; and the defence intends to appeal against it. **On February 6, the North-Caucasian District Military Court sentenced nine residents of Ingushetia, accused of assisting militants of the "Ordjonikidze Jamaat", to long prison terms. Lechi Gadamauri, whom the court regarded as the head of the "Jamaat", was sentenced to 19 years of strict prison regime with subsequent restriction of freedom for a year and three months and a fine of 250,000 roubles. Other figurants in the case – Johar Tsechoev, Ilez Tsechoev, Ilez Torchkhoev, Timur Matiev, Akroman Buzurtanov, Zelimkhan Amriev, Askhab Albakov and Bagaudin Opiev – received from 5 to 14 years of general security imprisonment. The defendants reacted to the verdict calmly, while their relatives, leaving the courtroom, treated it as "lawlessness." Only Albakov and Amriev have partially pled guilty; the rest of them have completely rejected their guilt. **Eight out of the nine defendants have stated that they had signed documents under torture**; however, the initiation of a criminal case on their applications was denied. "The verdict is unjustified, too severe and even cruel," Magomed Gagiev, an advocate, told the "Caucasian Knot" correspondent. The Ingush rights defender Magomed Mutsolgov had earlier suggested that the "Ordjonikidze Jamaat" never existed.***» Source: Caucasian Knot, Advocates treat verdict in case of "Ordjonikidze Jamaat" in Ingushetia as cruel, 6 février 2018: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/42293/.

Caucasian Knot, janvier 2018:

*«In the evening on **January 15, a resident of Ingushetia was killed in the village of Plievo. The murder could be motivated by revenge of relatives of a policeman killed as a result of a domestic conflict in Magas in 2016, a source in the security forces said. According to the preliminary information, the man was shot and killed in front of the shop "Original" in the Plievo village in the Nazran District. "He died while he was transported to a hospital," reported a source from the law enforcement bodies. According to the source, the Ingush police announced an interception plan to search for and detain criminals, the online newspaper "Ingushetia" reports. **The murdered man was presumably one of the participants in the armed conflict in Magas in July 2016, as a result of which several people were killed, including a policeman, reported a source from the law enforcement bodies. He suggested that the crime could be motivated by blood feud of relatives of the deceased policeman.*****» Source: Caucasian Knot, Participant of conflict with policeman's murder shot dead in Ingushetia, 16 janvier 2018: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/42096/.

Caucasian Knot, décembre 2017a:

«Ruslan Ugurchiev, a resident of Ingushetia, accused of illegal storage of arms and ammunition, has complained of torture aimed to obtain his confession, the Human Rights Centre (HRC) "Memorial" reported. According to rights defenders, 37-year-old Ruslan Ugurchiev appealed to the HRC on December 19. **"Ruslan Ugurchiev was detained in Nazran on February 19. Armed law enforcers in masks broke into his house. They refused to introduce themselves or produce their IDs," the website of the HRC "Memorial" reports. According to the rights defenders, during the search, the law enforcers pulled a pistol from under a child's pillow. The law enforcers took Ruslan Ugurchiev and his eldest son away with them. "The law enforcers demanded from Ruslan Ugurchiev to confess to the possession of a pistol and a rucksack. He was threatened and beaten, but he refused," the HRC's report states. Besides, Ruslan Ugurchiev was "threatened with sexual violence and tortured with electric current."** According to the HRC "Memorial", Ruslan Ugurchiev was repeatedly refused in institution of a criminal case of torture. On August 19, the court replaced the pre-trial restriction measure to him with recognizance not to leave.» Source: Caucasian Knot, Resident of Ingushetia complains of torture after his detention, 26 décembre 2017: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/41896/.

Caucasian Knot, décembre 2017b:

«**The blood feud is a custom that had formed during the clannish social system as a universal means of defending the honour, dignity and property of the clan. It implies the duty of casualty's relatives to take revenge on the killer or his relatives. In recent months, several reasons have appeared to make sure – in Northern Caucasus, the blood feud is by no means a part of history; it continues acting as an actual social mechanism. Historically, for the nations of Northern Caucasus, the blood feud custom was an important regulator of social relations. Among the Vainakh nations (Chechens and Ingushes), the Dage-stani nations (Avars, Laks, Nogais, Kumyks and others), the blood feud custom was regulated by a set of customary laws – Adats.**

The blood feud had no limitation period. There were cases when revenge was carried out 50 or 100 years later, even if the perpetrator of the murder and his close relatives had died. Therefore, the Caucasian nations still believe that it is better to resolve all issues related to blood feud as soon as possible, so that the descendants could live peacefully. When a feudist dies a natural death, without getting a revenge or forgiveness, his nearest relatives – a brother, a son or a grandson – get under the blow, and if there are none of them, then, other male relatives

Over time, especially with the change of social and economic conditions in Northern Caucasus, in late 19th-early 20th centuries, an understanding appeared that the blood feud, as a way to resolve conflicts, results only in an endless series of mutual murders and undermines the society from within. Therefore, with the aim of self-preservation, a number of ways to prevent murders were developed and replaced by fines.

For example, this option was adopted by almost all Dagestani Turkic nations: relatives of the killer paid a fine to the suffered party. The fine amount often depended on the influence and multiplicity of the killer's relatives. A similar practice was used by other Caucasian nations, namely by Ingushes. In their turn, Chechens, for the most part, rejected reconciliation by paying the "blood price", which was considered a great disgrace by them: "We don't trade the casualty's blood," they used to say in Chechnya. The Terek Nogais, living in close neighbourhood with Chechens, were perhaps the only nation of Dagestan, who also refused to accept fines as compensations for murders. **During the epoch of the Russian Empire, and in the Soviet**

time, authorities tried to counter the blood feud tradition, but failed to eradicate the custom completely. For example, in the pre-revolutionary Russia, in Dagestan, an average of 600 people per year died because of the blood feud, or for other reasons rooted in the remains of the clannish system. The Soviet authorities drew public to counteracting the custom of blood feud: communists and Komsomol members formed district and village committees to combat the blood feud survivals. According to judicial statistics, in 1929, 118 blood feud murders were recorded in Dagestan; in 1930 – only 30, and in 1931 – 22 murders. However, even despite the cruel Soviet punitive laws (in 1931, an amendment was adopted to the USSR's Criminal Code, according to which blood feud killings were qualified as "state crimes", under Article 58, point 8, with application of the capital punishment – execution by killing 15; and later, Article 231 of the Criminal Code was adopted, which punished with up to two years in prison for refusal to reconcile 16), the authorities failed to achieve much success. In the late 1970s-early 1980s, blood feud was the main motive for 47% of bodily injuries and 70% of murders committed in large cities of Northern Caucasus..

Naima Neflyasheva, a Caucasus researcher, notes in her blog on the "Caucasian Knot" that it was from the second half of the 20th century that "the degradation of blood feud began – from the tradition that had its logic and self-regulation, it turned into a sort of lynching."

Today, the custom of blood feud is partly preserved in all the republics of Northern Caucasus. After the collapse of the Soviet Union – with the deterioration of the general criminal situation - the number of blood feud-based murders and injuries in the Caucasus even exceeded the pre-revolutionary level..(...)

On August 4, 2010, Ibragim Yevloev was killed in Ingushetia, neighbouring on Chechnya. He was the former deputy chief of the state security centre at the Ingush Ministry of Internal Affairs (MIA) and had earlier criminal record for negligent homicide of Magomed Yevloev, an owner of the opposition website "Ingushetia.ru". Investigators suggested the Ibragim Yevloev's murder could also be connected with blood feud. Besides, in his interview to the "Caucasian Knot", Ingush leader Yunus-Bek Evkurov mentioned he was aware of cases of blood feud against relatives of members of the armed underground. Like in Chechnya, "reconciliation commissions" are active to resolve conflicts in Ingushetia.»

Source: Caucasian Knot: Blood feud – how they kill now in the Caucasus, 26 décembre 2017: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/41995/.

Caucasian Knot, septembre 2017:

*«Attacks on civilians (...) **At night on September 9, unidentified people, where the father of Bekkhan Soltukiev, the leader of the Malgobek militant grouping, killed during a special operation carried out in the Psedakh village on August 23, lived. As a result of the shelling, no one was hurt, but windows in the house were shattered. The Ministry of Internal Affairs (MIA) believes that the crime could be motivated by blood feud.**» Source: Caucasian Knot, On September 4-10, 2017, nine persons fell victim to armed conflict in Northern Caucasus, 11 September 2017: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/40773/.*

Caucasian Knot, août 2017:

*«**The court has sentenced seven residents of Ingushetia to long prison terms, finding them guilty of involvement in the armed underground. According to the verdict of the jury, Khabul Aushev has provided housing to members of the armed underground and kept***

*their weapons, Rashid Aushev attempt on the life of a road-and-post (DPS) inspector in Karabulak, while Zyaudin Chaniev participated in shelling of policemen and triggered and explosive device, which killed a policeman and wounded another one. Today, the **North-Caucasian District Military Court has sentenced Rashid Aushev to 19 years; Chaniev – to 20 years; Tsurov – to 17 years; Chibiev – to 18 years; Khashtyrov – to 15 years; and Tochiev – to 17 years – all of them will serve their terms in a high-security colony.** Khabula Aushev was found as deserving indulgence, because of his small children, a non-working wife and positive characteristics. He was found guilty of **complicity to members of the armed underground and sentenced to six years in a general-security colony.** Relatives of Maskhud Chibiev assert that prior to detention he was summoned for questioning to the Ingush Centre for Combating Extremism of the Ministry of Internal Affairs (MIA), where, as **relatives report, he was tortured and forced to denunciate himself.**» Caucasian Knot, Seven Ingush residents convicted for attacking power agents, 25 août 2017: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/40587/.*

Caucasian Knot, juillet 2016:

*«Magomed Aushev, a resident of the village of Surkhakhi, was detained on charges in a fabricated case and **he was severely beaten after the detention.** This was claimed by his mother and his sister. Magomed Aushev, born in 1984, was detained on July 15. On July 19, his mother sent an appeal to the Ombudsman and to the Prosecutor of Ingushetia. In her appeal, the woman claimed the falsification of a case against her son. According to Aza Ausheva, her son "is accused of destroying the car belonging to Ibragim Belkharoev" (on May 4, the car was blown up near the house of Ibragim Belkharoev, a religious leader; according to the Ministry of Internal Affairs (MIA), the car was set on fire, note of the "Caucasian Knot"). **Aza Ausheva believes that Magomed is not involved in the incident and that law enforcers try to force him to incriminate himself. The woman believes that Magomed was beaten and tortured with electric current. After the court session, Magomed Aushev was brought to hospital. According to his mother, armed men broke into the physician's office and started to insult Magomed, but policemen took them out.** Aza Aushev asks the Ingush Prosecutor and Ombudsman to check the information and to protect her son. The court has taken Magomed Aushev in custody until August 15. According to Ramina, a Magomed's sister, she saw signs of torture on the body of her brother. Ramina fears that the situation will affect the health of their parents. According to an official from the Department of Criminal Cases of the Supreme Court of Ingushetia, the court has dismissed the defence motion to change the pre-trial restriction measure to house arrest. At present, the case is being investigated under Articles on illegal possession and manufacture of weapons.» Source: Caucasian Knot, Ingush resident being tortured, his relatives complain, 29 juillet 2016: www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/36391/.*

Jamestown Foundation, 2018:

*«Conflict in the North Caucasus has slowed significantly since 2014, and violence there has made few headlines, despite occasional significant events. **Nevertheless, insurgent attacks and counterterrorist operations have continued, including in some areas that have been peaceful for years. Total casualties resulting from violent conflict in 2017 were radically different from republic to republic in the North Caucasus.** The number of deaths resulting from armed conflict fell by 73 percent in Dagestan (Caucasian Knot, January 15), with a similar decrease in the number of conflict incidents. Kabardino-Balkaria saw a massive reduction: 93 percent fewer victims of armed conflict in 2017 than in 2016, with only a single dead militant*

and no security personnel among the casualties (Caucasian Knot, January 14). **Ingushetia, meanwhile, saw an increase of 26 percent in casualties from violence in 2017, with 10 violent incidents recorded that year compared to five in 2016** (Caucasian Knot, January 16). A major increase in violence was recorded in Chechnya, which saw an increase of 74 percent over the previous year (Caucasian Knot, January 15). The major increase in casualties in Chechnya suggests there is potential for greater violence in Ramzan Kadyrov's republic this year. Examining the course of events over the last five months provides some clarity on what to expect from the region.» Source: Jamestown Foundation, An Uncertain Year Ahead for the North Caucasus; Terrorism Monitor Volume: 16 Issue: 5, 9 mars 2018: <https://jamestown.org/program/uncertain-year-ahead-north-caucasus/>.

Memorial, 2017:

«The necessity to provide a **propagandist justification for the actuality of the terrorist threat and the need to demonstrate results in the 'fight against international terrorism'**; the desire to suppress independent groups (not only religious ones) despite the illusive nature of their real threat to society and the corporate interests of law-enforcement bodies who strive to improve their performance on paper should be named as the main reasons for repressions against the Muslims whose names have been included on the list. Some cases, for instance, those of human rights campaigner Rustem Latypov and activist Linar Vakhitov, can also be prompted by the desire to discontinue lawful activity of the victims of persecution. (...) A few years ago, people accused of membership of Hizb ut-Tahrir that had been groundlessly recognized as a **terrorist organization in Russia, were charged under an Article of the Russian Criminal Code envisaging up to 3 years of imprisonment for participation in the activities of an extremist organization. Today, the toughening of legislation and law enforcement practices has led to the situation when, in most cases, such people are charged under the new Article of the Criminal Code 'Organization of the activities of a terrorist organization and participation in the activities of such organization', providing for a punishment up to life imprisonment, in conjunction with charges of preparation for a violent seizure of power, an Article providing for up to 10 years in prison. Terms of imprisonment imposed by the courts have also been lengthened.**» Source: Memorial, List of Individuals Recognized as Political Prisoners by the Human Rights Centre Memorial and Persecuted in connection with the Realization of their Right to Freedom of Religion as of 29 October 2017, 30 octobre 2017 <https://memohrc.org/bulletins/list-individuals-recognized-political-prisoners-human-rights-centre-memorial-and-0>.

Open Democracy Russia, 2017:

«Russia's anti-extremism centres are notorious for their brutal torture. Here are the stories of its victims in Ingushetia, where for the first time, some of the organisation's operatives face trial for their crimes. (...) **Timur Khamkhoyev, former head of Ingushetia's Centre for Combating Extremism ('Centre E'), and several of his subordinates are currently behind bars at Karabulak. They face charges of extorting and torturing people in detention. (...) Relatives of the victims of Ingushetia's Centre E say that they complained to Yevkurov about police brutality more than once, but he dismissed their concerns. Akhmed-Bashir Aushev claims that in 2014, he personally showed the head of Ingushetia photographs of Magomed Aushev, who then lay in hospital after a severe beating. (...) A criminal case on the death of Magomed Doliyev and the use of violence against his wife Maryem began almost immediately, in June 2016. However, the operatives of Centre E were initially treated only as witnesses. It**

was not until December that charges were brought against Timur Khamkhoyev, who was already in pre-trial detention accused of extortion, and Alikhan Bekov. This January saw charges against deputy director of Ingushetia's Centre E, Sergey Khandogin and director of Sunzha District's department for internal affairs Magomed Bekov. Andrey Beznosyuk, departmental head of Centre E, was finally charged in February. All these men are accused of exceeding their authority and using violence. All of them apart from Alikhan Bekov participated in the torture of Maryem Doliyeva. Alikhan Bekov who, according to the investigation, strangled Magomed Doliyev, is also accused of murder. None of the accused has admitted their guilt. In the words of the victims' relatives, these former employees of Centre E are bold and stick together, threatening to 'sort things out' when the charges against them are dropped. 'Even during questioning [by the investigators], they're smug and impertinent. They felt that they were strong, and above the law. Even now when the writing is on the wall, they still won't give up', says Maryem Doliyeva. At times her voice shudders. Her eyes well up with tears. Her brother says that the relatives of the accused offered money in exchange for refusing to testify in court, and 'sent the family elders' who said they were ready to swear on the Koran that their relatives didn't touch Maryem. 'They can do anything. They wouldn't think twice before telling bare-faced lies while swearing on the Koran', he insists.(...) Sergey Khandogin, who became Khamkhoyev's deputy in April 2016, had been transferred to Ingushetia from the odious Centre E branch in Nizhny Novgorod. After his detention, Khandogin was also confined to pre-trial detention, but the investigator also released him on house arrest. Khandogin subsequently went into hiding and was wanted for two months. **No charges were brought against Alisher Borotov, who gave the order for his Centre E colleagues to provide operational support for the robbery of Rosselkhozbank. Yet Doliyeva confirms that he was also present during her torture at the Sunzha District's department for internal affairs, and helped others to choke her with a plastic bag. Following the arrest of Timur Khamkhoyev, Borotov has even got a promotion — he is now Ingushetia's acting chief of police, thus deputy to the republic's new minister of internal affairs Dmitry Kava, whose predecessor Aleksandr Trofimov resigned after arrests began in Centre E. (...)**

'Over the course of several years, those at the higher echelons of Ingushetia's police have tortured their own citizens with utter impunity, and despite their obvious culpability, continued their criminal activities. There is no doubt that in a small republic like Ingushetia, such actions would have been impossible without the clear inaction of the Investigative Committee and a level of protection from the regional leadership', concludes Sabinin. He stresses that victims appealed to Yunus-Bek Yevkurov on several occasions, but the Ingush leader 'took no steps whatsoever to establish the identity of the perpetrators and bring them to justice'.

'Why the judgements of the Investigative Committee's investigative department are so selective remains unclear', notes the human rights defender. 'It still hasn't provided a legal assessment of the actions of Lieutenant Borotov, who was identified by Doliyeva as one of her torturers. Even more worrying was the decision of the supreme court of Ingushetia to release Sergey Khandogin under house arrest, despite the fact that the accused's name is still on a federal wanted list.'» Source: Open Democracy Russia, Inside Ingushetia's anti-extremism centre: torture, extortion, murder, 17 juillet 2017: www.opendemocracy.net/od-russia/yegor-skovoroda-sergei-smirnov/inside-ingushetia-anti-extremism-torture-extortion.

President of Russia, 2017:

«The Federal Law stipulates amendments to Article 2051 of the Criminal Code of the Russian Federation, whereby the maximum imprisonment term for influencing, recruiting or otherwise persuading an individual to commit at least one of a number of crimes considered terrorist shall be increased up to 15 years. It has been proposed to increase the maximum imprisonment term for these same acts committed by an individual occupying an official post to life imprisonment. The federal law criminalises terrorist propaganda by making corresponding amendments into Article 2052 of the Criminal Code of the Russian Federation. Additionally, this Federal Law provides for increasing the imprisonment term up to 20 years for the financing of an international terrorist act, or for actively inducing, recruiting or otherwise persuading an individual to commit an international terrorist act.» Source: President of Russia, Presidential Executive Office, Amendments to Criminal Code aimed at improving counter-terrorism measures, 29 décembre 2017: <http://en.kremlin.ru/acts/news/56556>.

RFE/RL, décembre 2017:

«Russian President Vladimir Putin has signed into law a bill increasing penalties for the recruitment of extremists, the latest measure to address what officials have described as a threat from militant fighters returning home from the Middle East. Official publication of the law on December 29 came two days after 14 people were injured in a bomb attack on a supermarket in St. Petersburg that Putin called an "act of terror." The Islamic State extremist group -- which Russia has targeted in Syria as part of its bombing campaign backing the government of Syrian President Bashar al-Assad since 2015 -- claimed responsibility for the attack on December 29. Putin, who faces re-election in March, has stepped up warnings against extremists, declaring on December 28 that they face being "liquidated on the spot" in Russia. The new law, approved by Russia's parliament earlier this month, stiffens the penalties for recruiting and financing extremists and disseminating "terrorist propaganda," including by raising the maximum sentence for recruitment and financing to life from 10 years. Russian security officials have voiced concern about the possibility of extremist fighters returning home to Russia from the Middle East, where IS this year was ousted in a series of battles from most of the territory it once controlled in Iraq and Syria. The FSB recently estimated that the number of Russian fighters who joined IS and other extremist groups in the Middle East, North Africa, and elsewhere numbers over 4,500. Russia's FSB security service said two weeks ago it had broken up an IS cell planning a December 16 terror attack at an Orthodox cathedral which is a key tourist attraction in St. Petersburg.» Source: Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Putin Signs Law Increasing Penalties For Recruiting, Financing Extremists, 30 décembre 2017: www.rferl.org/a/putin-signs-law-increasing-penalties-recruiting-financing-extremists/28947052.html.

RFE/RL, mars 2017:

«Meanwhile, the police and security services still engage with impunity in the arbitrary detention, torture, and killing of anyone suspected of links with either the North Caucasus insurgency or, more recently, the extremist group Islamic State. An apparent recent victim was Magomed Daliyev, who died of torture hours after being taken into custody in July 2016 for questioning over a robbery at the bank where his wife worked. (She too was subjected to torture.) Center to Counter Extremism head Timur Khamkhoyev and one of his deputies have been arrested in connection with Daliyev's death.» Source: RFE/RL, Liz Fuller, Caucasus Report (Blog), Ingush Public Figure Calls On Republic Head, Parliament To

Resign, 2 mars 2017: [/www.rferl.org/a/caucasus-report-ingushetia-deportation-anniversary-politics/28343409.html](http://www.rferl.org/a/caucasus-report-ingushetia-deportation-anniversary-politics/28343409.html).

Russia Today, 2017:

«President Vladimir Putin has enacted legislation prescribing life sentences for terrorist recruiters as well as lengthy jail terms for those convicted on justification of terrorism.

*Terrorist recruiters and contractors will now face severe punishments, ranging from at least eight years in prison along with heavy fines, to life imprisonment. Those found guilty of such crimes can be sentenced to life behind bars even if no one was killed as a result of their activities. Prior to the new legislation, the maximum penalty for such offenses was “only” 10 years of incarceration. Apart from introducing lengthier prison terms, the new law also ushered into the Russian legal system a new concept termed “terrorism propaganda.” It stipulates that people can be punished for spreading “materials or information, which forms [the] terrorist ideology of an individual.” It's now also a crime to be a purveyor of terrorist ideas. Spreading terrorist propaganda will result in the same punishment set for “terrorism justification” and “public calls for terrorism,” which ranges from two to seven years in prison, depending on the platform used to spread the malicious material. Using the mass media to disseminate such caustic information, for example, would incur the heaviest penalty. The bill was drafted in July and approved by both chambers of the Russian parliament since then. The law took effect in the aftermath of the blast in St. Petersburg Wednesday, when a homemade shrapnel filled device went off in a supermarket, injuring 13 people. President Putin branded the blast a terrorist act, vowing to intensify the fight against extremists. He further urged law enforcement agencies to act decisively against suspected terrorists, especially those who violently resist arrest. **“I have instructed the director of the Federal Security Service... To act within the framework of the law during detention [of suspected terrorists.] But if there's a threat to a police officer's life and health, our officers need to act decisively, take no prisoners, kill the assailants on the spot,” Putin said.**» Source: Russia Today, Life imprisonment for terrorist recruiters: Putin greenlights tougher law on extremism, 29 décembre 2017: www.rt.com/politics/414597-tougher-terrorism-law-putin/.*

USCIRF, 2018:

*«Vague and problematic definitions of “extremism” in Russian law give the authorities wide latitude to interfere in peaceful religious observance and persecute believers. Although many of these legal tools have existed for a decade, the Russian government has only recently begun to wield them in sustained campaigns designed to punish or exclude “non-traditional” religions and religious movements, sometimes in concert with the wishes of the Russian Orthodox Church, which functions as a de facto state church. However, the overly broad laws also give rise to a gamut of absurd and contradictory prohibitions and prosecutions that demonstrate the fundamental ambiguity of the government's official definition of extremism. (...) **The main targets of Russia's anti-extremism policies have typically been Muslims, ranging from fundamentalist groups like Hizb ut-Tahrir to the missionary movement Tabligh Jamaat** to readers of the texts of Turkish theologian Said Nursi. (...) Under the “anti-extremist” law, Russian authorities apply various measures to contain “religious extremists.” Sometimes used independently of each other, these measures include the prohibition of materials (books, videos, websites) on the grounds that they promote the superiority of one religion*

over others. This prohibition may be followed by fines for believers and organizations for distribution of (or even possession “with intent to distribute”) prohibited materials under the Code of Administrative Offenses (Article 20.29 CAO). Believers may be prosecuted for inciting religious hatred (Article 282 of the Criminal Code), followed by a warning to the religious organization about the impermissibility of extremist activities. Further, a religious organization may be subject to liquidation and prohibition for extremism, and its believers prosecuted for continuing the activities of the banned organization (Article 282.2 of the Criminal Code). Along with anti-extremist legislative instruments, a wide range of other measures has been used against religious organizations, including administrative punishments for violating legislation on religious associations, which, like anti-extremist legislation, is rapidly getting more stringent. (...) **The anti-terrorism legislative package of 2014 added to Articles 282.1 and 282.2 the criminal responsibility (subject to one to six years of imprisonment) for “inducing, recruiting or otherwise involving a person” in the activities of an extremist organization or community. Such expansive language criminalizes the actions of people who do not necessarily belong to these organizations or communities; it is not clear what should be regarded as “inducing to participate,” if the inducer is not a member of a group in question.** Obviously, the followers of the banned religious associations were the first to find themselves under attack (...). **Since 2012, a clear tendency in Russian legislation to keep introducing new measures aimed at suppressing religious dissent. Along with Russian civic and human rights organizations, numerous international institutions have expressed their concern about the Russian laws being inconsistent with the spirit of democratic legislation and about the consequences of their use.** Thus, in 2012, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe adopted a resolution on the legal situation in Russia. The resolution contained recommendations to Russian leadership to make substantive changes to the laws adopted in 2012, which, in the opinion of the majority of Assembly members, were infringing on fundamental human rights and impeding the development of civil society in Russia.¹⁸ The Assembly advised the Russian government to pay close attention to the recommendations of the Venice Commission, which had previously published its opinion on the Federal Law “On Combating Extremist Activity” and formulated proposals for its reform. The Commission recommended a number of amendments to the federal law aimed at clarifying and changing the definition of extremism and related terms, and a number of procedures. The Commission pointed out that an overly broad and unclear definition of extremist activity, as well as arbitrary application of the law, gave rise to excessively severe restrictions on the fundamental rights and freedoms enshrined in the European Convention on Human Rights (in particular Articles 6, 9, 10 and 11) and violated the principles of legitimacy, necessity, and proportionality. In this regard, the Commission recommended that the Russian government bring its legislation in line with the European Convention on Human Rights and offered its assistance and support in this work. However, the Russian side has ignored these recommendations completely. The United Nations recommendations to states to repeal the laws on blasphemy, articulated in 2016, also had no effect on the Russian legislative norms related to “insulting the feelings of believers.” At this time, we see no indications that the Russian authorities intend to deviate from their chosen political course with regard to religious organizations. (...) **Various Muslim groups and individual believers have been finding themselves under pressure from Russian anti-extremist legislation since the mid-2000s. These groups include adherents of Salafism, indiscriminately suspected of sympathy for terrorism by law enforcement, despite their diversity and the fact that many Salafi groups are peaceful.**» Source: US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Inventing Extremists, The Impact of Russian Anti-Extremism Policies on Freedom of Religion or Belief*, 12 février 2018, p.1;3;6;7,9: www.ecoi.net/en/file/local/1426015/1788_1520347146_1202.pdf.

USCIRF, 2017:

«*In mainland Russia in 2016, new laws effectively criminalized all private religious speech not sanctioned by the state, the Jehovah's Witnesses stand on the verge of a nationwide ban, and innocent Muslims were tried on fabricated charges of terrorism and extremism. In the North Caucasus, particularly in Chechnya and Dagestan, security forces carried out arrests, kidnappings, and disappearances of persons suspected of any links to "nontraditional" Islam with impunity.*» Source: US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), United States Commission on International Religious Freedom 2017 Annual Report; 2017 Country Reports, USCIRF Recommended Countries of Particular Concern (CPC): Russia, 26 avril 2017, p. 68: www.ecoi.net/en/file/local/1399570/5250_1494486731_russia-2017.pdf.

USDOS, 2018:

«*The government failed to take adequate steps to prosecute or punish most officials who committed abuses, resulting in a climate of impunity. Conflict in the North Caucasus between government forces, insurgents, Islamist militants, and criminals led to numerous abuses of human rights, including killings, torture, physical abuse, politically motivated abductions, and a general degradation in the rule of law.(...) While the law prohibits arbitrary arrest and detention, authorities engaged in arbitrary arrest and detention with impunity. The law provides for the right of any person to challenge the lawfulness of his/her arrest or detention, but successful challenges were rare.*

Role of the Police and Security Apparatus

*The Ministry of Internal Affairs, the FSB, the Investigative Committee, the Office of the Prosecutor General, and the National Guard are responsible for law enforcement at all levels of government. **The FSB is responsible for security, counterintelligence, and counterterrorism** as well as for fighting organized crime and corruption. The national police force, under the Ministry of Internal Affairs, is organized into federal, regional, and local directorates. In 2016 President Putin established the Russian Federal National Guard Service under the direct control of the president. **The National Guard secures borders alongside the Border Guard and the FSB, administers gun control, combats terrorism** and organized crime, protects public order, and guards important state facilities. The National Guard also participates in armed defense of the country's territory in coordination with Ministry of Defense forces.*

*Civilian authorities maintained effective control over security forces. While mechanisms to investigate abuses existed, the **government generally did not investigate and punish rights abuses by law enforcement officers, and impunity was widespread.**(...)*

*The law provides for the **right to a fair and public trial, but executive interference with the judiciary and judicial corruption undermined this right.***

*The defendant has a legal presumption of innocence and the right to a fair, timely, and public trial, **but these rights were not always respected.**(...) There were **credible reports of political prisoners in the country and that authorities detained and prosecuted individuals for political reasons. Charges commonly applied to reported political prisoners included "terrorism," "extremism," "separatism," and "espionage."** There were also reports **political prisoners were placed in particularly harsh conditions of confinement and subjected to***

other punitive treatment within the prison system, such as solitary confinement or punitive stays in psychiatric units. (...)

While the law previously prohibited government monitoring of correspondence, telephone conversations, and other means of communication without a warrant, these legal protections were significantly weakened by the “**Yarovaya package**” of amendments to antiterrorism laws that came into effect in July 2016. The “**Yarovaya**” amendments grant authorities sweeping powers and require telecommunications providers to store all electronic and telecommunication data, including telephone calls, text messages, images, and videos, for six months and to make them available to the security services upon request. Metadata on all communications must be stored for three years and be provided to law enforcement authorities upon request. **The telecommunications provisions were scheduled to come into effect in July 2018.** NGOs, human rights activists, and journalists alleged that authorities routinely employed surveillance and other active measures to spy on and intimidate citizens.

(...) **Violence continued in some North Caucasus republics, driven by jihadist movements, interethnic conflict, personal and clan-based vendettas, and excesses by security forces.** According to statistics compiled by the Caucasian Knot, the total number of deaths and injuries during the year resulting from armed the conflict decreased to 173 (125 deaths, 48 injured) from 280 (198 deaths, 82 injured) in 2016 across the North Caucasus. Dagestan remained the most violent area in the North Caucasus, accounting for approximately 32 percent of all casualties in the region during the year, although according to the Caucasian Knot, the overall number of casualties in Dagestan decreased by 73 percent. Local media described the level of violence in Dagestan as the result of Islamic militant insurgency tactics dating back to the Chechen conflict as well as of the high level of organized crime in the region. Chechnya was a close second, accounting for 25 percent of all casualties in the region.

Killings: The Caucasian Knot reported that at least 125 deaths in the North Caucasus resulted from armed conflicts in the region. With 46 and 35 deaths from armed conflict through December 2017, Dagestan and Chechnya, respectively, were the most deadly regions. Of the deaths in Chechnya, 18 were militants, five were civilians, and 12 were law enforcement officers. The independent newspaper Novaya Gazeta alleged in a July report that between 27 and 56 individuals detained as a result of counterterrorism operations were summarily executed by Chechen law enforcement authorities, although the government denied the allegations and remains of those allegedly executed were not produced. Of the deaths in Dagestan, 35 were militants, five were civilians, and six were law enforcement officers.

There continued to be reports that use of indiscriminate force by security forces resulted in numerous deaths or disappearances and that authorities did not prosecute the perpetrators.

(...) **Physical Abuse, Punishment, and Torture: Armed forces and police units reportedly abused and tortured both militants and civilians in holding facilities**» Source: US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2017 - Russia, 20 avril 2018: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2017/eur/277211.htm.

USDOS, 2017:

«Russia has a comprehensive counterterrorism legal framework that includes the provisions of the Criminal Code and various federal laws including, “On Countering Terrorism,” “On Money Laundering and Terrorist financing,” “On Countering Extremist Activity,” “On Security on Transport,” and “On Security in the Fuel and Energy Complex.” Throughout 2016, however, the Russian government continued to use its “anti-extremism” legislation to prosecute peaceful individuals and organizations, including the political opposition, independent media, and certain religious minorities. In July 2016, Russia adopted the so-called “Yarovaya Package” of amendments, which grants authorities broad additional powers, ostensibly to counter terrorism and extremism. It criminalizes acts such as failing to report terrorist-related crimes and justifying terrorism on social media and requires telecommunications companies to retain data to aid future law enforcement investigations. While the law’s stated purpose is to help counter extremism, almost all of the applications observed in 2016 targeted the unsanctioned religious activities of minority Christian denominations. A law in the Chechen Republic requires relatives of terrorists to pay the cost of damages caused by an attack, which human rights advocates criticized as collective punishment. The Memorial Human Rights Center reported that Chechen Republic authorities upheld the principle of collective responsibility in punishing the relatives of alleged members of illegal armed groups. The Memorial Human Rights Center and Caucasian Knot reported that, following an armed attack by two militants on a checkpoint in the village of Alkhan-Kala in Grozny’s rural district in May, the homes of the attackers’ families were set on fire. Russia maintains several large, professional, and relatively well-funded security services that are focused on countering terrorism. The FSB is the primary agency responsible for domestic counterterrorism activities, but the Ministry of Interior (MVD) and newly created National Guard also play a role. The National Guard force was formed with troops from MVD and other armed personnel in April, and is officially charged with combating terrorism, extremism, and helping to secure Russia’s borders. Some political commentators, however, have speculated it is intended to protect against domestic unrest. In October, a presidential decree stipulated that the National Guard will maintain the national fingerprint database. The FSB International Cooperation Directorate, through a joint relationship with the National Antiterrorism Committee (NAC), has developed the “International Counterterrorism Database,” which holds both an unclassified and a restricted section. The FSB exclusively maintains and controls this database – which it promotes as the only international database that adheres to UN Security Council resolution 2178 – but it has invited international intelligence and law enforcement agencies to contribute information on events, subjects, organizations, and methods.» Source: US Department of State (USDOS), Country Report on Terrorism 2016 - Chapter 2 - Russia, 19 juillet 2017: www.ecoi.net/en/document/1404718.html.

Rossija 24, février 2018:

«У селения Сурхахи в Назрановском района Ингушетии произошло боестолкновение с участниками незаконных вооруженных формирований. Как сообщает ТАСС со ссылкой на Национальный антитеррористический комитет (НАК), в республике проводится контртеррористическая операция, в ходе которой уже нейтрализованы двое боевиков. Потерь среди силовиков нет. Информации о пострадавших среди населения не поступало.

По данным источника в правоохранительных органах Северо-Кавказского федерального округ, на территории Назрановского района Ингушетии введены оперативные планы "Вулкан" и "Перехват".

Между тем, как передает РИА Новости со ссылкой на информацию Национального антитеррористического комитета, один из уничтоженных бандитов находился в федеральном розыске в связи с участием в боевых действиях на стороне ИГ (запрещена в РФ).

Кроме того, продолжили в НАК, на месте боестолкновения в Ингушетии обнаружены два автомата, два готовых к применению самодельных взрывных устройства в виде "пояса смертника", компоненты для изготовления самодельных взрывных устройств, боеприпасы, гранаты и специальное снаряжение. Самодельные взрывные устройства уничтожили специалисты-взрывотехники ФСБ "в связи с опасностью их транспортировки", добавили в НАК.» Source: Rossiya 24, КТО в Ингушетии: убиты игиловец и его поделщик, найдены пояса смертника, 10 février 2018: www.vesti.ru/doc.html?id=2986250.